

# Etre étudiant au Vietnam

Comme l'ensemble de ses voisins, le Vietnam a connu un ralentissement de sa croissance en 2011. Il est en outre aux prises avec une inflation à 20 %, et la chute du pouvoir d'achat a provoqué un millier de grèves, notamment de travailleurs non qualifiés. Plus que jamais, l'espoir d'ascension sociale passe par une meilleure instruction, voire par l'accès à l'enseignement supérieur.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
XAVIER MONTHEARD

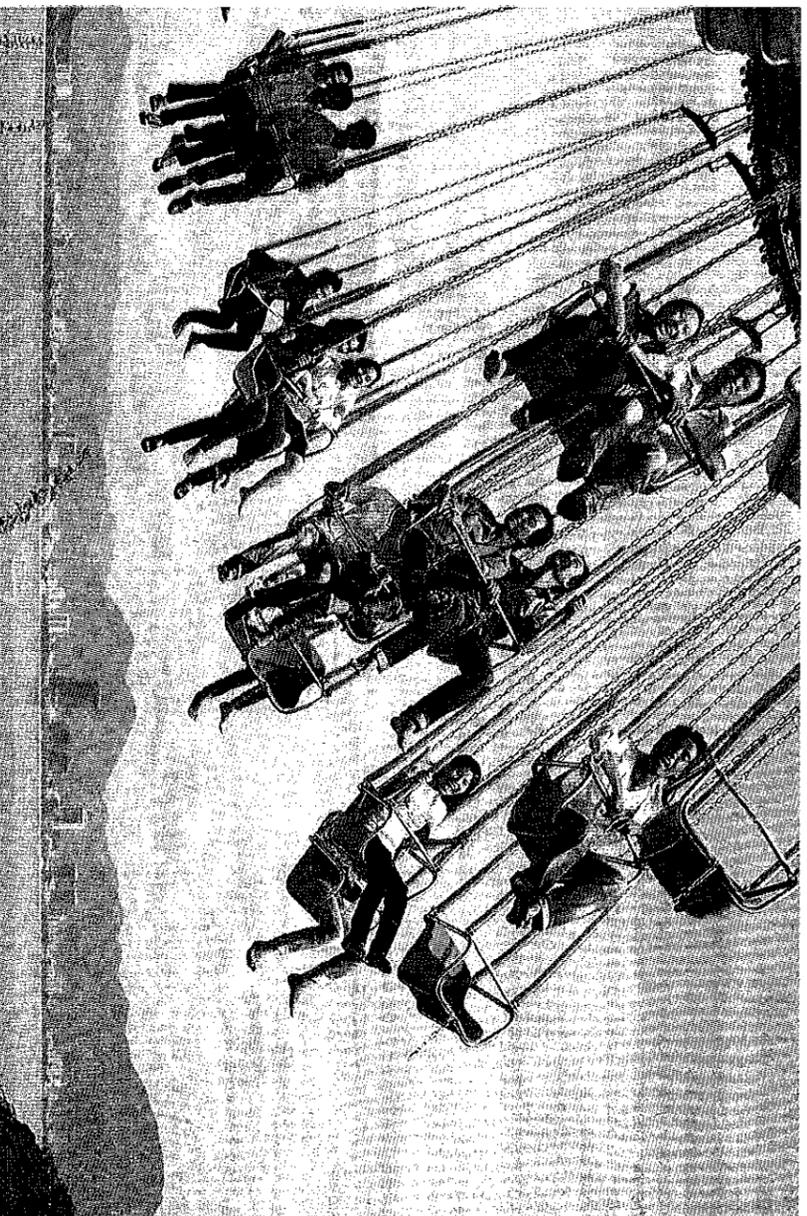
« **J**'ai bien aimé manier le kalachnikov. Comme ça, je saurai toujours me défendre contre les méchants impérialistes ! », lance Hien (1) en éclatant de rire. La jeune femme fait référence aux enseignements militaires, théoriques et pratiques, de son premier mois à l'université. Le cas n'a rien d'exceptionnel : les instructeurs de l'armée populaire dispensent des cours semblables dans chaque établissement du pays. Pendant leur première année, les étudiants doivent également digérer un manuel en sept chapitres sur la « pensée Ho Chi Minh », du nom du fondateur de la République démocratique du Vietnam en 1945. Qu'ils se destinent à être physiciens, comptables ou professeurs d'arts plastiques, il leur faut assimiler la ligne politique officielle. Car, issus d'une société qui a connu trois décennies de guerre contre le colonisateur français puis contre l'envahisseur américain, les jeunes Vietnamiens restent potentiellement des militaires patriotes. Hien, comme d'autres, prend parfois le parti de s'en amuser.

## En vingt ans, les effectifs ont été multipliés par treize

De fait, le poids des militaires et le rôle de la doctrine paraissent de plus en plus obsolètes. Serait-ce lié à l'augmentation des effectifs ? Entre 1987 (un an après la conversion à l'économie de marché, *doi moi*) et 2009, le changement dans l'enseignement supérieur a été spectaculaire : trois fois plus de professeurs, près de quatre fois plus d'établissements et... treize fois plus d'étudiants (2). Dans un pays de 87 millions d'habitants, ces derniers sont près de 2 millions. Avec seulement 16 % d'une classe d'âge dépassant le niveau du baccalauréat, le Vietnam reste loin de ses grands voisins asiatiques. Mais l'existence même d'un enseignement supérieur de masse n'allait pas de soi dans ce pays traditionnellement rural. C'est au volontarisme politique qu'il faut attribuer ce succès, obtenu en un temps record.

Dès l'indépendance, Ho Chi Minh avait lancé une vaste campagne contre l'analphabétisme, au nom du principe d'émancipation par l'instruction. Puis l'exemple des « pays frères » du bloc de l'Est, la coopération et les échanges avec l'Union soviétique et ses satellites ont abouti à un modèle fortement centralisé, où les meilleurs éléments avaient vocation à devenir les cadres de la nation et du parti. Ce système est désormais travaillé par des évolutions et des attentes importantes suscitées par le passage au capitalisme.

Parmi d'autres parcours heurtés, celui de notre adepte du kalachnikov est éclairant. Née en 1985 dans la province de Bac Ninh, Hien est dès l'âge de 6 ans expédiée à Hanoi par des parents cultivateurs qui pensent déjà à l'avenir de leur fille : il faudra tirer parti de la position du grand-père, imprimeur dans l'armée. Fonctionnaire et militaire, l'homme est alors doublement privilégié dans un pays qui sort à peine de la disette. Grâce à son appui, une grosse décaennie plus tard, la jeune fille intègrera après son baccalauréat une école d'imprimerie publique peu coûteuse (1,5 million de dong par an, soit moins de 60 euros, pour les frais de scolarité). Mais le diplôme, obtenu après trois ans d'études, ne la destine qu'à un travail d'ouvrière. A 21 ans, en se comparant à d'autres jeunes de son âge, elle estime son apprentissage dévalué. « Alors j'ai décidé qu'il fallait que je passe le concours d'entrée à l'Université nationale du Vietnam (UNV). Je me suis préparée pendant un an pour la grande épreuve de juillet. »



SERGE SIBERT.  
— Nina Trang, 2011

Si 95 % des lycéens obtiennent leur baccalauréat, les épreuves sanctionnant l'accès à l'université sont bien plus sélectives. La jeune femme échoue. Elle se rabat alors sur un établissement municipal, mi-privé : l'université Thang Long et son département d'anglais commercial. Les frais de scolarité (480 euros par an, sept fois le salaire minimum) n'ont plus rien de commun avec ceux de l'école d'imprimerie, ni même avec ceux (100 euros par an) de l'UNV, publique, qu'elle convoitait. « Je ne paie pas de loyer, puisque je vis chez mes grands-parents, mais cela ne me met pas très à l'aise. J'ai donc recommencé à travailler. » Un emploi de jour dans le commerce des vins et spiritueux. Le soir est réservé aux études. En octobre 2011, Hien obtient finalement sa licence. Sans garantie, pour autant, que ce nouveau diplôme soit le sésame vers un poste satisfaisant.

De l'aveu même des autorités, en effet, seuls 60 % des étudiants trouvent un emploi à la sortie de l'université ; et, pour un tiers d'entre eux, dans un secteur sans lien avec leur formation (3). A partir du milieu des années 1990, le modèle soviétique (*filet encadré*) s'est dilué dans un système d'offres chaotique. A présent coexistent, par exemple, le cycle court des écoles professionnelles ; des formations en alternance toujours promues par l'Etat « socialiste » ; un premier cycle universitaire qui s'effectue parfois en six ans, ou qui au contraire se boucle en six semestres, si l'établissement s'est rapproché du modèle européen ; des doubles cursus menés conjointement avec des organismes étrangers ; ou encore tel diplôme « international » délivré par une *business school* anglo-saxonne, à 4 000 dollars par an...

## Dans le dortoir, autant de peluches que d'ordinateurs portables

Un repas, dans l'arrondissement hanôien de Cau Gay. Comme chaque soir, quatre élèves de l'université de commerce dînent de riz et de légumes, installées sur l'unique lit de la pièce, une planche de bois sans matelas longue de deux mètres et large d'un mètre cinquante. La nuit, le qatour dort en travers. D'ailleurs, il partage tout.

« Pour ces dix-huit mètres carrés, nous payons 40 euros par mois, détaille Tui. A quoi chacune ajoute 1,60 euro pour l'eau, 2 euros pour l'électricité et 3,20 euros pour Internet. » Deux amies s'annoncent sur le seuil. Elles arrivent de l'université toute proche. L'une propose de cuisiner des châtaignes d'eau cornues : des macres. Elles jalousent un peu leurs camarades qui habitent si près du lieu des cours ; quant à elles, une longue route les attend. Mais leur éloignement présente un avantage : leurs frais sont inférieurs d'environ un tiers. Ce ne sont pas des économies négligeables. Les six camarades viennent de province ; toutes ont des parents cultivateurs ou ouvriers, dont le revenu mensuel stagne le plus souvent

autour de 50 euros. Le choix du cursus a été conditionné par des questions financières plus que par toute autre considération.

Même constat au troisième étage du dortoir rattaché à l'université d'économie, à l'autre bout de Cau Gay. Dans la chambre 410, dix locataires s'installent ainsi sur cinq paires de lits superposés. Pas de cuisine, pas d'eau chaude, pas d'air conditionné, deux WC rudimentaires. Mais le prix est imbattable : une place ne coûte que 3,50 euros par mois. « Nous en bénéficions parce que nous étions très bonnes au lycée, indique Quynh, 21 ans. En conformité avec les politiques éducatives du gouvernement, les résidences universitaires sont prioritairement attribuées aux élèves méritants qui viennent des régions reculées et pauvres (4). » Dans cette chambre, plus que la profusion de peluches, c'est la présence d'ordinateurs portables qui retient l'attention. « Grâce au prêt étudiant, nous pouvons emprunter 300 euros pour notre scolarité. » L'ordinateur engloutit la somme, mais on ne saurait s'en passer, tant pour se connecter à Zing, le Facebook vietnamien, que pour les études. « Nos professeurs nous envoient du travail par courriel, ou préviennent qu'ils annulent un cours. Malheureusement, la connexion dans ces chambres est très mauvaise. On ne peut pas lire les journaux, par exemple. » En dépit de ces contrariétés, de la promiscuité, Quynh se dit satisfaite : « Je vis dans ce dortoir depuis trois ans. Les toilettes du précédent étaient vraiment moches, et une souris m'a même mordu ! Ici, les souris ne mordent pas... »

Les locataires sont plus disertement sur leurs conditions de vie que sur l'enseignement dispensé. On comprend à demi-mot que l'assiduité n'est pas la vertu première des professeurs ; que les cours, un incessant rabâchage mené à un train de sénateur, jurent quelque peu avec les attentes d'une génération familière d'Internet ; et qu'obtenir une bourse pour étudier à l'étranger est un désir omniprésent. Afin de se faire une opinion plus précise des contenus éducatifs, on peut lire les divers rapports consacrés au système public. Mais l'histoire, relayée par la bureaucratie, a brouillé toute vue d'ensemble en fractionnant les tutelles : le ministère de l'éducation et de la formation ne chapeaute que 14,5 % des 376 établissements d'enseignement supérieur. Les autres ministères (sciences et technologies, industrie et commerce...) en contrôlent 31 % ; les comités populaires (équivalents des mairies), 33 %. Et 21,5 % sont privés...

L'université d'hydraulique, par exemple, est placée sous l'autorité du ministère de l'agriculture et du développement rural. Elle a récemment fêté son demi-siècle. Le corps de bâtiment rose n'accuse pas trop le poids des ans ; son abord fleuri contraste même agréablement avec la pollution du boulevard attenant. L'établissement, qui s'emougeoit de distinctions décernées par le Parti communiste et le gouvernement — « héros du travail », « médaille Ho Chi Minh »... —, est réputé pour sa stratégie éducative pilote, que le vice-recteur Trinh Minh Thu présente ainsi : « Les frais de scolarité sont standards, puisque nous faisons partie de l'UNV. Pourtant, nous avons des salles de projection vidéo, le Wi-Fi pour tous, et nous

fournissons gratuitement les manuels. Comment faisons-nous ? Nous misons sur la recherche appliquée et sur le transfert de technologies. Cette semaine, par exemple, certaines classes sort allées observer le fleuve Rouge, sujet à ensablement. Une telle situation présente un problème pratique aux étudiants. Par ailleurs, nous pourrions peut-être remporter un appel d'offres si nous proposons une solution meilleure que celle des entreprises. A quel cas l'argent serait réinvesti dans le matériel et les salaires. »

## Des parcours de plus en plus individualisés, au détriment d'un objectif commun

Ce que M. Thu explique sans états d'âme, c'est que les deniers publics ne suffisent pas pour un enseignement moderne. Quoique le budget 2011 du ministère de l'éducation et de la formation soit d'environ 5 % du produit intérieur brut, il ne répond pas aux besoins d'une population dont la moitié a moins de 26 ans. Même si on ne peut le dire ni trop haut, ni trop fort, l'irritation du privé et du public est une réalité depuis de nombreuses années. Un enseignant de l'université d'hydraulique (ils sont cinq cents) ajoutera donc à son salaire de fonctionnaire une rémunération complémentaire versée directement par l'établissement employeur. En l'espèce, celui-ci peut monnayer des services techniques de pointe : l'ingénierie hydraulique se vend mieux que l'art dramatique. Selon M. Thu, les professeurs se bousculent pour enseigner ici. « C'est pourquoi notre procédure de recrutement est sévère, sauf pour les titulaires d'un doctorat, qui sont acceptés d'office. Ceux qui n'ont qu'un master ou une licence passent un examen d'entrée, qui comprend un test d'anglais, un test d'informatique et une leçon orale. » Ils subiront par la suite de fortes incitations de leur hiérarchie pour s'investir dans les activités de l'université. « Depuis 2007, nous fournissons un ordinateur portable à tous nos intervenants : ils n'ont pas d'excuse pour ne pas mettre à jour leurs connaissances ! Ainsi, vous voyez que nous parvenons à créer de bonnes conditions de travail, pour les professeurs comme pour les étudiants. »

Si le vice-recteur Thu croit dur comme fer à sa solution « gagnant-gagnant » — motivation au moyen de l'argent apporté par des partenariats public-

(1) Les pseudos ont été modifiés.

(2) Soit respectivement 61 190 contre 20 172 ; 376 contre 101 ; 1 752 561 contre 133 136. Cf. Gai Sheridan, « Vietnam : Preparing the higher education sector development project (HESDP) », Banque asiatique de développement, juin 2010. Sans indication contraire, les statistiques universitaires citées dans cet article sont issues de ce rapport.

(3) *Nhan Dan*, Hanoi, 19 septembre 2011.

(4) Selon un rapport de décembre 2009 portant sur 196 établissements d'enseignement supérieur publics, 20 % de leurs 853 537 étudiants étaient alors logés dans une résidence universitaire. Cf. *Thanh Nien*, Ho Chi Minh-Ville, 26 octobre 2010.

privé... ce discours reste minoritaire. Du fait de convictions, d'habitudes ou de réflexions personnelles, la plupart des enseignants répugnent à modifier leurs méthodes pédagogiques. Sous couvert d'anonymat, un professeur de cette même université d'hydraulique insiste pour exprimer son désaccord, plus tard, dans un couloir : « Nous sommes en train de nous convertir au modèle étranger ! La Banque mondiale a imposé ses programmes, ses livres de classe, ses formats de travail. Voyez-vous, j'appartiens à la vieille génération : j'ai commencé à enseigner en 1976, et dans trois ans je partirai à la retraite. Durant toute ma carrière, j'ai vu se nouer des relations fortes entre mes élèves, parce qu'ils appartenaient à une seule classe et avaient un objectif commun. Ils suivaient tous la licence ensemble, de la première à la dernière année. A présent, avec les parcours individualisés, les relations entre étudiants se distendent, ils apprennent en anglais, sur Internet, n'importe comment. » Mais cet enseignant qui revendique le collectif comme idéal et plaide pour la posture magistrale de l'instructeur dit-il la vérité de son métier ?

## Le salaire officiel des enseignants n'est qu'une part de leur revenu

A l'occasion du nouvel an lunaire de 2007, et alors qu'il entrait dans sa 80<sup>e</sup> année, le père des mathématiques vietnamiennes écrivit un article justifiant la « stagnation sans fin de la science et de l'éducation nationales », qui fit grand bruit (5). Hoang Tuy en voyait la cause non dans le manque de moyens en tant que tel, mais dans le « paradoxe salaire-revenu : le salaire officiel n'est qu'une fraction du revenu ». Protégé par sa renommée mondiale, il put aller plus loin et remonter à la racine de la corruption : « Bien sûr, corriger le paradoxe est faisable financièrement, mais idéologiquement difficile, parce que cela affecterait un certain nombre d'officiels qu'une gouvernance non transparente arrange bien. » Quatre ans plus tard, dans un laboratoire de physique de Hanoi, trois trentenaires, thésards ou docteurs, discutent passionnément de cet article. « Le salaire de base d'un fonctionnaire est de 75 euros. Certes, les professeurs touchent visiblement une prime de cours de 40 %. Mais la somme et le bien trop faible pour vivre, encore plus pour le vivre une famille, annonce Diap. Or les professeurs vivent et ont une famille. En conséquence, ils perçoivent d'autres rétributions. Soit ils travaillent à côté, ce qui nuit à leur enseignement, soit ils profitent de leur position pour obtenir des compléments d'argent. »

Ces « compléments » sont l'un des secrets de Polichinelle du Vietnam contemporain (6). Ils vont de cours du soir supplémentaires, payants et

auxquels les étudiants se sentent tenus d'assister pour être correctement notés, à des dessous-détable. Thao raconte ainsi : « Mes parents voudraient que je devienne professeure d'université et retourner dans ma ville natale, où ils m'ont trouvé un poste. Mes diplômes sont suffisants, mais ce n'est pas ça l'important. Il faut déboursier 8 000 euros pour obtenir la place ! Des années de salaire. Il faut payer à tous les niveaux, chaque département (elle hésite)... jusqu'au recteur. Si je disais oui, comment ferais-je par la suite pour me rembourser ? Eh bien, j'aimerais une petite structure où les futurs enseignants paieraient pour assister à mes cours ; je ferais payer mes élèves ; je profiterais de ma situation. Tout le monde le saurait, mais tout le monde ferait avec. » Ces trois scientifiques placent pour des hausses massives de salaire. Mais l'Etat n'est pas riche. Et, lorsqu'il relève faiblement le barème des fonctionnaires, ses arbitrages le poussent à privilégier la corporation garante de son pouvoir : l'armée.

Le malaise dans l'éducation renvoie à une crise plus générale. Les salaires de la fonction publique ont été laminés économiquement par un barème qui a stagné alors que le coût de la vie s'est considérablement accru en vingt ans (20 % d'inflation en 2011). Les évolutions du marché du travail poussent les étudiants vers les filières commerciales et comptables. Être cadre, oui, mais sous la forme contemporaine du « manager », et si possible dans une multinationale, où les rémunérations parfois débridées suscitent la convoitise de la jeunesse.

Hoang parle un anglais excellent. Un père douanier à Halphong, une mère travaillant pour une entreprise étrangère : le jeune homme convie volontiers qu'il appartienne à un milieu aisé. Bien qu'il n'ait que 22 ans, il entame sa troisième expérience universitaire. Il se perçoit comme un acteur rationnel engagé dans un parcours où ce n'est pas l'égalité des chances qui importe, mais la capacité à maximiser des atouts. « Après le baccalauréat, j'ai réussi l'examen pour entrer à l'université de commerce internationale de Hanoi, sans doute la plus renommée des universités publiques. » Mais son but réel était de partir étudier en Australie. « J'ai perfectionné mon niveau à l'Australian Centre for Education and Training (ACET) pendant trois ou quatre mois. Ensuite, mon dossier était assez bon pour être accepté à l'université Monash de Melbourne, section banque et finance. »

A 25 000 dollars australiens de dépenses par an (environ 15 000 euros), la famille a planifié que l'éducation ne volerait que trois ans loin du nid. Mais la crise financière vient contrecarrer ces plans : en 2009, le dong a chuté brutalement, explique notre apprenti banquier, qui rechigne à trop s'attarder sur

d'autres fluctuations de fortune. Il lui faut rentrer au début de 2010, sans avoir achevé sa licence. Hoang estime avoir néanmoins beaucoup appris. Il s'est habitué aux méthodes d'enseignement modernes et ne veut à aucun prix revenir dans le système classique qu'il a entrevu à 18 ans. Part sur l'avenir, le choix familial se porte sur un autre label : l'université des sciences et des technologies de Hanoi (USTH).

## « Que deviendra un philosophe, un historien ? »

L'USTH est une université publique vietnamienne créée et développée en partenariat avec la France, à travers un consortium de dizaines d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de recherche de l'Hexagone. Seconde structure mixte de ce type à voir le jour, après la vietnamite-German University (VGI) née à Ho Chi Minh-Ville en 2008, elle matérialise un certain type d'avenir : l'enseignement supérieur libéral, ce qu'on appelle ici les « universités nouvelles » : gestion transparente, organisation licence-master-doctorat, liens directs avec le monde de l'entreprise. Car, selon son recteur, M. Pierre Sebban, « l'USTH n'aurait aucun sens si elle demeurait purement académique. Nous proposons des masters de recherche en prise avec l'industrie. On peut faire de la bonne science en faisant participer les entreprises. On peut trouver des débouchés d'excellence pour les étudiants. »

L'enjeu n'est pas négligeable : la France s'est engagée à hauteur de 100 millions d'euros sur dix ans. Pour le public, l'excellence à également un coût : 600 euros annuels de frais de scolarité. Cela revient considérablement moins cher à Hoang que l'université Monash, pour une prestation qu'il espère comparable : les diplômes, conjointement habilités par la France et le Vietnam, sont alignés sur les normes européennes. Quant aux professeurs, environ 60 % seront français et 40 % vietnamiens. « Pour ceux-ci, il y a un problème, concède M. Sebban. Nous voudrions quadrupler leur salaire pour disposer d'enseignants pleinement impliqués. Mais il est plus probable que des personnes en poste ailleurs complèteront avec des heures chez nous. » M. Sebban le résumait : on touche là aux limites de l'autonomie dans un contexte de structures administratives très lourdes.

Peut-être n'est-ce pas qu'un hasard. L'initiative compte de nombreux opposants et a essuyé une violente campagne de presse. Ne produisant que

quelques centaines de diplômés par an (quelques milliers au mieux), en quoi les universités nouvelles contribuent-elles à une éducation de masse ? Et n'accaparent-elles pas un argent qui pourrait être mieux employé ailleurs ? La Banque asiatique de développement a prêté 190 millions de dollars pour la mise en place de l'USTH, que certains comparait aux 50 millions de dollars débloqués fin 2010 par la Banque mondiale pour la réforme de l'enseignement supérieur dans son ensemble. S'il faut moderniser, ce dont chacun au Vietnam convient, le système public n'a-t-il pas les moyens de muet sans s'inféoder aux propositions étrangères ?

Pour M. Trinh Van Tung, vice-recteur de l'université des sciences sociales et humaines de l'UNY, sociologue spécialiste de la didactique, « les nombreuses créations d'université depuis une dizaine d'années montrent une demande sociale très forte vis-à-vis de l'enseignement supérieur. Notre pays a une culture des études selon laquelle les parents font tout pour que leurs enfants réussissent au mieux, malgré toutes les difficultés. Créer de nombreuses universités amène à les hiérarchiser. On produit ainsi de la concurrence. D'après moi, c'est positif, mais les universités réservent-elles une part suffisante à la recherche ? Il semble en douter. « Que deviendra un philosophe, un historien ? Peut-on l'évaluer en dong ou en dollars ? On insiste sur des fruits immédiatement comestibles, sur le rentable. Si nous n'indiquons pas une orientation, si nous n'avons pas de vision, si nous oublions les disciplines fondamentales, les sciences sociales et humaines, je ne pense pas que le pays puisse se développer de façon durable. » Le risque est que l'émigration rapide du Vietnam et la place qu'il occupe dans l'économie mondialisée le poussent dans une autre direction : garantir que la main-d'œuvre bon marché le reste, et qu'un encadrement tout juste décent la mobilise au profit de la machine à fabriquer de la croissance.

XAVIER MONTHEARD.

(5) Hoang Tuy, « New year, old story », *The Song*, Hanoi, février 2007.

(6) Pour une analyse de la corruption dans l'enseignement primaire et secondaire, cf. Philippe Papin et Laurent Passicoussot, *Vivre avec les Vietnamiens*, L'Archipel, Paris, 2010, notamment les chapitres 3 et 6.

Sur le site  
\* Très chères prestations étrangères\*,  
[www.monde-diplomatique.fr/47564](http://www.monde-diplomatique.fr/47564)

## Un enseignement supérieur fractionné

Après la réunification du pays, en 1976, un modèle d'enseignement supérieur d'inspiration soviétique opère sur tout le territoire une distinction stricte entre les académies, destinées à la recherche, et les universités, consacrées à l'enseignement ; celles-ci sont monodisciplinaires (hydraulique, génie civil, agriculture et forêts, etc.). Le cloisonnement perdure en partie. Toutefois, au milieu des années 1990, les autorités ont fusionné plusieurs établissements pour créer l'Université nationale du Vietnam (UNV), pluridisciplinaire et multisectorielle. Celle-ci compte deux pôles jumeaux, à Hanoi et à Ho Chi Minh-Ville. Les universités de Huế, Da Nang et Thai Nguyen, dans le centre du pays, disposent elles aussi d'une large autonomie. Cette réorganisation n'a pas résolu tous les doublons, ni les problèmes de collaboration entre institutions.

Au tournant du millénaire, le parti unique a autorisé la création d'institutions privées, pourvu que leur cursus soit validé par le ministère de l'éducation et de la formation. En croissance rapide (21,5 % des établissements en 2009, 12,5 % des étudiants), le secteur privé comporte surtout de petites structures (écoles de management, de commerce...).

On distingue un cycle court de trois ans et un cycle proprement universitaire de quatre ans (parfois cinq, voire six), correspondant à la licence française. Le choix entre cursus court et cursus long a lieu immédiatement après le baccalauréat, sans aucune passerelle possible. L'enseignement postuniversitaire, lui, regroupe les masters et les doctorats. Cette organisation évolue depuis l'introduction d'un système à l'euro-péenne (licence-master-doctorat, LMD) dans certains établissements.

Depuis le X<sup>e</sup> congrès du Parti communiste (2006), en effet, le gouvernement a adopté un plan de réforme à l'horizon 2020. Parfois irréalistes, les objectifs visent à se rapprocher des normes internationales et à obtenir ainsi des financements, de la Banque mondiale notamment. Complant déjà 1,75 million d'étudiants en 2009, le Vietnam atteindra bientôt le chiffre français (2,3 millions), puis le dépassera, sans, loin s'en faut, disposer de structures comparables. Les difficultés ne font que commencer.

X. M.

## La Croix Commandez dès aujourd'hui

NOUVEAU

NORS-SÉRIE  
**La Croix**  
LES 50 ANS DE LA VATICAN II  
**L'ABC DE VATICAN II**  
L'esprit du Concile dans les textes

L'ABC  
DE VATICAN II  
L'esprit du Concile  
dans les textes

COMMANDEZ-LE AVEC LE CODE OFFRE B170748

Par téléphone : 0 825 825 832

10,15 € TTC/min - Du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h

Par Internet :  
[www.boutiquebayard.com](http://www.boutiquebayard.com)